

# Changer de fiscalité? D'accord, mais posons d'abord la question de l'efficacité des dépenses publiques...

**PETER DE KEYZER**

*Chief Economist BNP Paribas Fortis*

n groupe d'amis belges se retrouve chaque semaine au restaurant. Les mets sont ceux d'une brasserie de bon niveau mais l'addition est comparable à celle d'un restaurant trois étoiles. En plus, à cause des bons de réduction, primes de fidélité, actions et menus différents, il est pratiquement impossible de savoir ce que chacun doit payer. Pour couronner le tout, depuis peu, une conversation revient toujours: le plus riche des convives doit-il prendre à sa charge une plus grande part de l'addition?

Ces dernières semaines, on nous rabat les oreilles en Belgique avec la demande d'une redistribution des prélèvements fiscaux. La bonne nouvelle, c'est que chacun se rend compte que la fiscalité élevée sur le travail est destructrice de prospérité — et que nous avons besoin d'impôts qui contrecarrent le moins possible la création de bien-être. La mauvaise nouvelle, c'est que certains ont réussi à réduire la notion de tax shift à un débat pour ou contre l'impôt sur la fortune.

## Débat éclipsé

Une conséquence directe de cette approche unilatérale est que le débat nécessaire et urgent sur le bien-être, la croissance, l'esprit d'entreprise, la réforme fiscale et le rôle des pouvoirs publics est complètement éclipsé.

Le seul sujet de discussion est de savoir comment nous allons lever des impôts et quelle doit être la

contribution de chacun. Nous avons besoin que le débat se déplace. Outre la question du contenu exact d'un tax shift, il faut en effet parler concrètement de la façon dont nous dépensons les recettes fiscales, pourquoi et comment.

En premier lieu, on doit se poser

des questions sur l'efficacité des dépenses publiques. Aujourd'hui, en Belgique, la pression fiscale est élevée mais nous recevons peu de services en échange. L'indice annuel «Waar voor je geld» («Que reçois-tu pour ton argent») du VOKA (association des entreprises flamandes) l'illustre parfaitement.

Sur l'ensemble de la prospérité créée en Belgique, près de 54% sont dépensés par les pouvoirs publics. Cela nous place au quatrième rang en Europe. Nous obtenons beaucoup, mais pas assez, avec cette importante part que s'approprient les pouvoirs publics. Si nous considérons le rapport qualité-prix, nous descendons à la vingtième place; après nous dans le classement, il

n'y a plus que la France, l'Italie, la Hongrie et la Grèce.

## Choix de société

Deuxièmement, ce n'est pas que la réduction de la part que l'État s'approprie soit synonyme de recul social. Une appropriation faible ou importante par les pouvoirs publics représente un choix de société: qui, des citoyens ou des pouvoirs publics, fait le meilleur usage de son argent.

En Belgique, les pouvoirs pu-

blics s'approprient 54%, en Suisse seulement 35%. Ce n'est pas pour ça que la Suisse n'a pas de police, de culture, de crèches ou de soins de santé. Cela signifie simplement que, là-bas, les citoyens sont res-

ponsables de beaucoup plus de dépenses que les pouvoirs publics ne réalisent (plus).

Il ne s'agit pas non plus de dire que l'augmentation des tarifs des crèches ou de la STIB est supportée par «le citoyen». Ce dernier payait déjà pour ces services quand ils étaient soi-disant gratuits, ou bon marché, par le biais des impôts. Une appropriation faible des pouvoirs publics place la responsabilité de ces dépenses auprès du citoyen, une appropriation importante la met au niveau des pouvoirs publics.

## Une fiscalité de bric et de broc

Un troisième débat important

concerne l'efficacité de la fiscalité. Autrement dit: comment pouvons-nous nous débarrasser de notre fiscalité de bric et de broc. Nombreux sont les citoyens qui appellent de leurs vœux une limitation des pouvoirs publics et de la part qu'ils s'approprient et une réduction des impôts. Mais ce sont les mêmes qui exigent le maintien de leur taux de TVA réduit, de leurs subsides ou de leur régime fiscal avantageux. C'est-à-dire, comme Milton Friedman le déclarait un jour: «Tous les capitalistes sont favorables au marché libre, sauf quand il s'agit de leur propre secteur.»

Récemment, la Commission Européenne a calculé qu'en Belgique,

près de dix milliards d'euros de TVA se perdent en raison de toute une série de dérogations. Chacun lutte bec et ongles contre la perte de son propre régime individuel de faveur mais ne s'intéresse pas à ce que la collectivité pourrait gagner à une fiscalité plus simple et plus transparente. Une fiscalité simple dont l'objectif est de récolter des fonds plutôt que de vouloir influencer le comportement des gens à travers un dédale d'impôts.

Occupons-nous donc simplement de savoir qui paye quelle part de l'addition. Mais attachons-nous immédiatement à simplifier le menu et à réduire la carte, à appliquer des prix transparents et à améliorer le rapport qualité-prix.

La bonne nouvelle, c'est que chacun se rend compte que la fiscalité élevée sur le travail est destructrice de prospérité. La mauvaise nouvelle, c'est que certains ont réussi à réduire la notion de tax shift à un débat pour ou contre l'impôt sur la fortune.